

**SECOND AFFIDAVIT DE NORMAND MORIN
PRODUIT DEVANT LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR
L'OCTROI ET LA GESTION DES CONTRATS PUBLICS
DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION**

Je, soussigné, Normand Morin, retraité, domicilié et résidant au [REDACTED], district de Montréal, Province de Québec, [REDACTED], déclare solennellement ce qui suit :

1. J'ai pris connaissance de l'affidavit de M. Pierre Anctil daté du 15 mai 2015 déposé par lui devant la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction, lequel affidavit a été transmis à mon avocat par les procureurs de la Commission comme étant susceptible d'être considéré par les commissaires pour les fins de conclusions factuelles défavorables possibles à mon égard.
2. Devant ce qui apparaît bien comme une tentative désespérée et pathétique de se défausser sur tout un chacun de la part de M. Anctil, je me vois contraint de soumettre un second affidavit pour répondre aux éléments susceptibles d'être considérés par les commissaires à mon endroit et, de façon générale, pour défendre ma réputation.
3. Le présent affidavit est un complément à mon premier affidavit du 1^{er} mai 2015 déposé devant la Commission et il ne traitera que des éléments soulevés par M. Anctil qui me concernent.
4. Aux paragraphes 7 et 9 de son affidavit, M. Anctil déclare avoir été informé à la fin de 2004 que je prendrais ma retraite à la fin de l'année et qu'il se verrait confier mes responsabilités. On comprend à la lecture de ces paragraphes, comme de l'ensemble de l'affidavit, que M. Anctil aurait été entraîné dans les péripéties auxquelles il a été confronté sans préparation, à son corps défendant.
5. La pratique depuis longtemps établie chez SNC-Lavalin était que les changements de postes des cadres supérieurs étaient annoncés longuement à l'avance. Je me rappelle que c'est bien à l'été 2004 qu'un mémo a circulé à l'interne annonçant ma retraite à la fin de l'année et mon remplacement par M. Anctil, à titre de vice-président directeur, responsable, en autres, du Québec. M. Anctil a donc été informé des nouvelles fonctions qu'il serait appelé à exercer au moins quatre mois avant son entrée en fonction.
6. Au paragraphe 10 de son affidavit, M. Anctil relate une rencontre qu'il aurait eue avec M. Jacques Lamarre à la fin 2004 lors de laquelle, entre autres sujets, M. Anctil aurait proposé à M. Lamarre que je continue de m'occuper de la politique au Québec après ma retraite fin 2004, ce que M. Lamarre aurait accepté.

7. J'affirme que ni M. Lamarre ni M. Anctil ne m'ont jamais informé de cette rencontre, ni que je ne continuerais de m'occuper de la politique au Québec. Si on m'en avait informé, j'aurais à coup sûr refusé cette responsabilité. En fait, je me suis assuré de me libérer le plus possible de ces activités après décembre 2004.
8. Après que j'eus quitté le poste de vice-président directeur en décembre 2004, j'ai travaillé à mi-temps, je me présentais au bureau deux, trois jours par semaine, je prenais de longues vacances. J'ai eu l'occasion de présider certains comités internes, mais mon activité principale consistait à représenter l'entreprise dans des activités caritatives d'organismes de charité et à traiter les demandes faites par ces organismes. J'étais heureux d'avoir cessé d'assister aux cocktails de financement comme je l'avais fait auparavant.
9. Aux paragraphes 11 et 12 et ailleurs dans son affidavit, M. Anctil traite vaguement de « l'ensemble des activités de Normand Morin ». Au paragraphe 12, il déclare que je l'aurais informé du système que j'avais mis en place au cours des années précédentes pour assurer la participation de SNC-Lavalin au financement des partis politiques. Au paragraphe 19, il déclare que je serais resté responsable de ce système après ma retraite en décembre 2004 et il laisse entendre la même chose au paragraphe 23 et ailleurs.
10. Devant ces insinuations multiples, je me vois contraint d'exposer le détail de ce que l'on pourrait considérer mes activités politiques, qui ont cessé par ailleurs après ma retraite en décembre 2004 :
 - La pratique chez SNC-Lavalin, telle que décrite devant la Commission par M. Cadotte et par M. Anctil dans son affidavit, existait avant mon entrée en fonction en 1996;
 - J'ai moi-même eu des questionnements sur la légalité de cette pratique, j'ai consulté des personnes ressources et, au final, j'ai été rassuré et satisfait de la légalité du procédé;
 - Je me rappelle que l'on m'a présenté à l'époque un avis juridique sur la question, lequel m'a satisfait;
 - J'ai récupéré de mon prédécesseur la liste des employés de SNC-Lavalin qui acceptaient de faire des contributions politiques et j'ai tenu cette liste à jour au fil du temps;
 - Personne, alors que j'étais en poste, n'a jamais été contraint de contribuer à un parti politique et ceux qui acceptaient de le faire étaient en tout temps libres de choisir le parti auquel ils contribuaient;
 - Ces personnes recevaient par la suite une bonification imposable qui couvrait leur contribution et l'impôt additionnel qu'ils avaient à assumer;

- Cette bonification ne relevait pas de ma division, mais plutôt du corporatif, de sorte que je n'ai jamais eu à traiter du détail des bonifications ou à les approuver formellement. Le mécanisme de traitement des bonis était bien en place au service de la comptabilité;
 - Je récupérais les chèques des différents donateurs et, généralement une fois par année, je voyais à remettre le lot de chèques au responsable du parti politique désigné pour les recevoir ou à confier cette tâche à quelqu'un d'autre au sein de l'entreprise;
 - Je n'ai jamais discuté avec les responsables de partis politiques de l'octroi de contrats;
 - Aussi, j'ai à quelques occasions assisté à des cocktails de financement organisés par des partis politiques, au cours desquels je n'échangeais que des banalités;
 - Je crois avoir résumé ici l'ensemble de ce que l'on pourrait appeler mes « activités politiques », lesquelles ont cessé après ma retraite en décembre 2004.
11. Par ailleurs, pour la période commençant en janvier 2005, alors que je n'étais plus en poste comme vice-président directeur, mais simplement comme conseiller à temps partiel, j'affirme ce qui suit :
- Aux paragraphes 12 à 16 de son affidavit, M. Anctil place au début 2005, des discussions que j'aurais eues avec lui concernant le « système » mis en place chez SNC-Lavalin. Comme je l'ai dit dans mon premier affidavit, je crois bien avoir été à l'étranger, en vacances, pendant tout le mois de février 2005 et n'être revenu au bureau qu'en mars;
 - Les discussions que j'ai eues avec M. Anctil, d'ailleurs assez brèves, ont eu lieu avant mon départ en janvier 2005 ou après mon retour en mars;
 - Lorsque nous avons discuté lui et moi de la pratique chez SNC-Lavalin, il ne m'a certes pas donné à croire que je lui apprenais quoi que ce soit;
 - En regard de son affirmation au paragraphe 14, je n'ai pas demandé à M. Anctil d'apposer de signature sur la liste de donateurs que je tenais à jour et que je lui ai remise, cette liste ne requérant à mon souvenir aucune signature, du moins pour la période où j'étais en poste jusqu'en décembre 2004;
 - En regard de ses déclarations aux paragraphes 15 et 19 de son affidavit quant à son opposition à ce système qu'il m'aurait exprimée, j'affirme que M. Anctil

ne m'a jamais exprimé quelque opposition à la pratique qui existait chez SNC-Lavalin;

- M. Anctil avait une expérience exceptionnelle de la politique (qu'il passe complètement sous silence dans son affidavit, alors qu'il s'empresse de mentionner celle de M. Cadotte à la première mention qu'il fait de son nom (par. 25)). Ainsi M. Anctil a-t-il été successivement à diverses étapes de sa carrière président de la Commission jeunesse du Parti Libéral du Québec, Directeur général du Parti Libéral du Québec et Chef de cabinet de M. Daniel Johnson alors que celui-ci était chef de l'opposition;
 - Lorsque j'ai quitté mon poste de vice-président directeur, j'ai donné instructions à mon adjointe de transférer l'ensemble des dossiers de contribution à M. Anctil et c'est lui qui, à compter de janvier 2005, a géré la pratique des contributions politiques, comme je l'avais fait avant ma retraite. Je me rappelle avoir été présent dans le grand bureau de M. Anctil et l'avoir vu travailler de concert avec son adjointe à la collecte des chèques des contributeurs de SNC-Lavalin, sans la moindre trace d'inconfort chez lui;
 - À sa demande, j'ai communiqué avec certains cadres contributeurs qu'il ne connaissait pas et/ou qui ne relevaient pas de sa division pour leur demander s'ils étaient disposés à contribuer de nouveau;
 - M. Anctil s'est montré très satisfait devant moi d'aller porter les chèques des contributeurs de SNC-Lavalin au responsable du Parti Libéral du Québec;
 - Au paragraphe 19 de son affidavit, M. Anctil affirme que je suis demeuré responsable du système en place chez SNC-Lavalin pendant qu'il était en poste. Il multiplie les allusions tout au long de son affidavit pour appuyer cette vision des choses. J'ai retrouvé un courriel circulé à l'interne qui exprime bien que les contributions politiques devaient être approuvées par M. Anctil (Pièce NM-1). Si j'avais été responsable comme le suggère M. Anctil, c'est mon nom qui serait apparu sur ce courriel;
 - Je n'ai pas mené les activités politiques que M. Anctil m'impute après ma retraite.
12. Au paragraphe 25 de son affidavit, M. Anctil prétend avoir été informé (par qui?) que j'entretenais des relations régulières avec le président du comité exécutif de la Ville de Montréal, M. Frank Zampino, et discutais avec lui du financement du Parti Union Montréal. Voici la totalité de mes interactions, à vie, avec M. Zampino :
- a) En 2004, au Bal du maire, activité caritative sans connotation politique, j'ai été présenté à M. Zampino et je lui ai serré la main, un échange de deux minutes tout au plus;

- b) Par la suite, alors que j'étais à la retraite, j'ai reçu un appel de M. Zampino. Il m'invitait à passer à son bureau. Je l'ai fait et il m'a remis des documents préparés par les services de la Ville en vue du processus d'appel d'offres des compteurs d'eau que la Ville avait annoncé. Il me disait souhaiter recueillir les commentaires de SNC-Lavalin avant que les documents ne soient finalisés. Il est normal dans un dossier présentant des caractéristiques particulières comme celui des compteurs d'eau que le donneur d'ouvrage souhaite s'assurer que les documents d'appel d'offres puissent intéresser les soumissionnaires potentiels et c'est comme cela que j'ai reçu la demande de M. Zampino et les documents qu'il me présentait. La rencontre a duré une dizaine de minutes. Revenu au bureau, j'ai remis ces documents à M. Anctil et celui-ci les a soumis à l'analyse interne chez SNC-Lavalin;
- c) Lorsque le travail d'analyse interne a été complété chez SNC-Lavalin, M. Anctil et moi avons convenu d'inviter M. Zampino à luncher pour lui présenter les résultats de l'analyse de nos services. J'ai assisté à ce lunch dans un restaurant du Vieux-Montréal. M. Anctil, un spécialiste des PPP, a pu échanger avec M. Zampino et exposer l'expertise de SNC-Lavalin dans ce domaine. J'étais plutôt un spectateur. Il n'y a eu aucune discussion à caractère politique;
- d) Plusieurs mois plus tard, après que l'appel d'offres de la Ville pour le contrat de compteurs d'eau eut été lancé, puis modifié en cours de route, tel que relaté par M. Cadotte devant la Commission et par M. Anctil dans son affidavit, et une fois qu'il fut devenu évident que le consortium de SNC-Lavalin ne serait pas en mesure de présenter une demande satisfaisante dans le délai imparti, M. Anctil m'a demandé d'appeler M. Zampino pour demander un report du délai pour produire la soumission. J'ai appelé le bureau de M. Zampino et j'ai été mis en contact avec ce dernier. J'ai lui ai fait valoir les raisons qui justifiaient un report dans les circonstances. M. Zampino m'a répondu que les autres firmes participantes n'avaient pas besoin de délai additionnel. La conversation s'est arrêtée là. J'ai par la suite fait rapport de cette conversation à M. Anctil.

Je n'ai jamais eu d'interaction ou discussion avec M. Zampino autre que ce qui a été relaté dans cet affidavit.

- 13. En regard des paragraphes 25 et 26 de l'affidavit de M. Anctil, je n'ai pas conduit de discussions sur le financement du Parti Union Montréal avec des représentants de ce parti, y compris M. Frank Zampino, contrairement à ce qu'insinue M. Anctil.
- 14. En regard des paragraphes 27, 28 et 29 de l'affidavit de M. Anctil, j'ai exprimé dans mon précédent affidavit mon absence d'implication quant à la demande de financement importante d'Union Montréal, telle que relatée par M. Cadotte

devant la Commission. Je maintiens que je n'ai pas participé aux discussions décrites dans ces trois paragraphes.

15. En regard des déclarations contenues au paragraphe 30 de l'affidavit de M. Anctil à propos des paiements comptant auxquels j'aurais participé pour le financement des partis politiques municipaux, j'affirme ce qui suit :

- J'ai eu peu d'interactions avec M. Anctil pendant les quatre années où il est resté en poste, certaines parfois très désagréables comme on le constatera plus loin;
- Lorsque M. Anctil écrit que je l'ai informé, il peut l'avoir été par quelqu'un d'autre et de façon imprécise;
- Je n'ai jamais eu de coffret de sûreté à la banque où j'aurais conservé de l'argent comptant pour SNC-Lavalin;
- J'ai déjà exprimé dans mon précédent affidavit que j'ai autorisé avant ma retraite un appui au financement du Parti Union Montréal pour atteindre un financement de l'ordre d'une vingtaine de mille dollars;
- La plus grande partie de cet appui venait de contributions d'employés-cadres de SNC-Lavalin, lesquels bénéficiaient de bonis imposables;
- Pour un parti municipal comme Union Montréal, le nombre de contributeurs provenant de l'entreprise s'est avéré insuffisant pour atteindre notre objectif et il est arrivé que j'ai remis des sommes modestes de quelques milliers de dollars à M. Cadotte pour qu'il complémente nos contributions auprès du Parti Union Montréal;
- Je prenais cet argent à même une petite caisse qui m'était disponible. Je conservais l'argent à mon bureau dans une boîte de vieux documents. Cette petite caisse servait aux situations d'urgence et elle est toujours demeurée assez modeste, de sorte que je n'ai jamais été en mesure de remettre à M. Cadotte des montants autres que de l'ordre de quelques milliers de dollars;
- En regard des déclarations de M. Anctil au paragraphe 36 de son affidavit, je n'ai jamais eu à traiter de financement à la Ville de Longueuil. Je ne vois pas comment j'aurais pu remettre des sommes à M. Cadotte pour Longueuil en 2005, d'autant plus que je n'étais plus en autorité. Quant à 2009, l'information est fausse, je n'avais plus accès à la petite caisse depuis quelques années;
- Si je n'ai pas relevé cette erreur parmi les nombreuses contenues au témoignage de M. Cadotte dans mon premier affidavit, c'est simplement parce

que le financement de partis politiques à Longueuil ne faisait pas partie des deux conclusions défavorables possibles contre moi;

- J'ai pu avoir laissé entendre à M. Cadotte ou à d'autres que l'argent que je lui remettais venait d'un coffret de sûreté, pour éviter que l'on ne sache que j'avais à ma disposition de l'argent comptant dans mon bureau;
 - Je ne me rappelle pas avoir discuté de cette pratique avec M. Anctil qui peut l'avoir apprise de M. Cadotte, mais j'affirme que jamais M. Anctil ne m'a dit être surpris qu'un officier de ma stature s'adonne à de telles pratiques ou quoi que ce soit du même ordre. Si M. Anctil m'avait tenu de tels propos, je m'en souviendrais.
16. Je nie tout ce que M. Anctil affirme au paragraphe 31 de son affidavit. Je ne lui ai pas parlé et je ne l'ai pas envoyé vers M. Jacques Lamarre. À titre de membre du Bureau du Président, M. Anctil n'avait pas besoin de moi pour parler à M. Lamarre.
17. Au paragraphe 34 de son affidavit, M. Anctil relate le passage d'une enveloppe par son bureau. Il écrit : « J'ai tout de suite eu la sensation de m'être fait prendre dans un piège. Je reconnais que j'aurais dû avoir le réflexe de refuser de prendre l'enveloppe quoique je ne l'ai pas ouverte. Je l'ai toutefois remise à Normand Morin lorsqu'il est venu la chercher à mon bureau le jour même ».
18. J'ai bien été impliqué dans une histoire d'enveloppe avec M. Anctil. Voici comment les choses se sont passées, du moins en ce qui me concerne :
- Je suis à mon bureau et M. Anctil m'appelle pour que j'aille le voir;
 - J'entre dans son bureau, il a son manteau sur le dos; il part à l'instant en me montrant sur sa table de travail un sac de papier brun non fermé, non cacheté, qu'il me demande de prendre;
 - Je suis seul et je constate qu'il y a beaucoup d'argent dans le sac;
 - Je ne peux laisser cela sur le bureau à la vue de tous, on pourrait m'imputer une responsabilité en cas de vol/disparition, je ne sais quoi;
 - Je prends le sac, l'apporte à mon bureau, l'apporte à la maison en fin de journée et le conserve sous ma garde;
 - Dans les jours suivants, j'ai pu entrer en communication avec M. Anctil pour lui remettre le sac. M. Anctil ne voulait pas le reprendre et me demandait de le remettre à M. Cadotte, ce que j'ai refusé. Manifestement, M. Anctil voulait créer de la distance entre lui et M. Cadotte. M. Anctil ne m'a pas dit à qui l'argent était destiné et je ne le lui ai pas demandé non plus;

- Le premier jour suivant où M. Anctil était à son bureau, je suis entré sans m'annoncer, j'ai déposé le sac sur sa table et je suis parti avant qu'il n'ait eu le temps de réagir;
 - Je n'ai jamais entendu parler de ce sac ou de son contenu par la suite;
 - Je n'ai pas compté l'argent et je n'ai jamais su d'où il venait;
 - J'ai véritablement été pris au piège par M. Anctil, pour reprendre son expression, et je me suis dépris de ce piège comme je l'ai pu;
 - M. Anctil a induit en erreur la Commission en déclarant au paragraphe 34 de son affidavit que je suis venu chercher l'enveloppe à son bureau le jour même où il l'a reçue et en suggérant aux deux paragraphes suivants que c'est moi qui aurais remis cette enveloppe (ou son contenu) à M. Cadotte;
 - La seule enveloppe que je suis venu chercher à son bureau, je la lui ai rapportée dans les circonstances que je viens de décrire et je n'ai jamais remis d'enveloppe à M. Cadotte comme le laisse entendre M. Anctil à son affidavit;
 - D'ailleurs M. Cadotte a déclaré devant la Commission que c'est bien M. Anctil qui lui a remis l'enveloppe d'argent comptant destinée à M. Trépanier.
19. Au paragraphe 39 de son affidavit, M. Anctil déclare que M. Cadotte et moi l'avons informé que nous voulions attribuer un contrat à André Morrow, qui était impliqué dans la campagne électorale pour Union Montréal. J'affirme là-dessus que :
- Je n'ai jamais connu M. Morrow, contrairement à M. Anctil;
 - En trente-trois ans de carrière, je n'ai jamais confié de mandat à une firme de communication comme celle de M. Morrow, y compris lorsque j'avais la responsabilité de la division d'ingénierie générale;
 - Je n'ai jamais discuté avec M. Cadotte ou avec M. Anctil de mandat à M. Morrow ou de factures provenant de sa firme, encore moins de payer une facture pour des services rendus à quelqu'un d'autre.
20. En regard du paragraphe 49 de l'affidavit de M. Anctil, je réitère n'avoir jamais été saisi de cette possibilité de participer au système de collusion décrit devant la Commission. Je n'ai jamais exprimé mon point de vue sur ce système à M. Anctil. Si on m'avait demandé mon avis, je suis convaincu que j'aurais catégoriquement recommandé de ne pas participer à un tel système.

21. En regard du paragraphe 71 de l'affidavit de M. Anctil où il soutient que je lui aurais conseillé d'appeler le chef de cabinet du maire, M. Stéphane Forget, je déclare que :
- Je n'ai jamais connu l'identité du chef de cabinet du maire;
 - Je ne connais pas M. Stéphane Forget, contrairement à M. Anctil;
 - Je n'ai certainement pas suggéré à M. Anctil d'appeler le chef de cabinet du maire ou M. Stéphane Forget ou les deux;
 - C'est plutôt M. Anctil qui m'a demandé d'appeler M. Zampino, ce que j'ai fait, tel que relaté au paragraphe 12 d) ci-dessus.
22. Je suis prêt à assumer mes gestes et à prendre mes responsabilités, pas davantage.
23. J'ai répondu à deux reprises aux questions des enquêteurs de la Commission et je suis prêt à être interrogé devant la Commission sur tout ce que je sais, y compris le contenu de mes deux affidavits.

ET J'AI SIGNÉ



NORMAND MORIN

Affirmé solennellement devant moi
à Montréal, ce 22 juin 2015



Commissaire à l'assermentation pour le Québec

